

## **LE PROJET DE LA DIRECTION : UNE SEULE JUSTIFICATION, FAIRE TOUJOURS PLUS D'ARGENT POUR LES ACTIONNAIRES**

Lors du Comité Central d'Entreprise qui a eu lieu le 29 juillet, le cabinet d'expertise APEX a été choisi par le CCE pour étudier le projet de la direction.

Ce projet prévoit la suppression de 157 postes de cadres et agents de maîtrise et la mobilité imposée pour les salariés de Pantin et Montigny, sites dont Teleperformance a prévu la fermeture, soit, potentiellement, des dizaines de suppressions d'emplois supplémentaires.

### **UNE EXPERTISE QUI DÉMONTRE QUE CE PLAN N'A AUCUNE RAISON D'ETRE**

La première chose à retenir de cette expertise, c'est que le plan était déjà prévu bien avant que la direction ne le rende officiel :

- Par exemple, comment la direction peut-elle expliquer que le trafic Orange traité à Montigny dans le centre TPH ST ait commencé à être transféré sur le centre TPH ST d'Orléans dès le dernier trimestre 2008 ? Si ce n'est justement que la direction avait déjà décidé de fermer, à terme, Montigny et commençait déjà à transférer le trafic traité par ce centre... vers Orléans où elle veut maintenant imposer la mobilité !
- De même pour Pantin comment la direction peut-elle expliquer la non reconduction du contrat avec la médecine du travail depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, ce qui fait que tous les salariés qui demandent une visite à la médecine du travail se la voit refusée ! Là aussi, la fermeture était déjà programmée...
- Mais Teleperformance n'en est pas à un mensonge près. Par exemple quand la direction explique que le prix du loyer à Pantin serait trop élevé alors qu'il est moins cher qu'à Guyancourt, seul centre qu'elle maintient en Ile de France !!! Elle avait d'ailleurs le même discours sur la cherté des loyers lorsqu'elle tentait, en 2005, de fermer le site de Montreuil et voulait « re-localiser » tous les salariés à Guyancourt...
- Le fait qu'une position de travail délocalisée en Tunisie ou au Maroc coûte trois fois moins cher qu'en France est, sans doute, un des éléments sur lequel Teleperformance compte pour augmenter encore ses profits ! Ne serait-ce pas uniquement pour cela qu'elle envisage d'ouvrir plusieurs centres au Maroc en 2010 ???
- Quant aux raisons de la perte du « label de responsabilité sociale », le personnel sait de quoi il retourne au vu de ce qu'il subit comme politique anti sociale dans l'empire Teleperformance !

Et quand les directions des anciennes sociétés osaient affirmer que la restructuration du groupe Teleperformance France ne changerait rien, on voit là aussi qu'elles mentaient effrontément, ce qui n'étonne aujourd'hui plus aucun salarié...

Ce que la direction omet de dire, c'est que les mobilités forcées annoncées auront des conséquences pour les salariés de Villeneuve d'Ascq et d'Orléans en termes de conditions de travail et de futurs regroupements de sites.

Ce qu'elle oublie de dire, c'est que lorsque seule reste l'activité Canal + comme sur le site du Mans, que le transfert de tout ce trafic de Canal + se fait depuis des mois et que le contrat va se terminer, on peut se demander s'il n'y a pas là aussi le signe avant coureur d'une fermeture de ce site ... Et Le Mans n'est visiblement pas le seul dans ce cas !

Ce que la direction oublie surtout de dire, c'est que la perte de chiffre d'affaires qu'elle annonce en France est largement compensée par une augmentation du chiffre d'affaires du groupe, puisque sur le premier semestre 2009 ce chiffre d'affaires a augmenté de 8,7% par rapport à la même période en 2008 !

Et si la crise est si terrible pour Teleperformance France, comment justifier alors que le montant du dividende versé aux actionnaires a été augmenté de 20% en 2008 ?

**CE PLAN DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS N'A COMME SEULE RAISON D'ETRE QUE L'AUGMENTATION DES PROFITS POUR LES ACTIONNAIRES ET DIRIGEANTS DE TELEPERFORMANCE !**

**LA POSITION DE *Sud* EST CLAIRE :**

**ANNULATION DU PLAN DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS,  
RETRAIT DU PLAN DE MOBILITE FORCEE,  
MAINTIEN DE TOUS LES EMPLOIS  
SUR TOUS LES BASSINS D'EMPLOI.**

Quant aux négociations des accords de substitution, elles sont aujourd'hui au point mort, la direction campant sur ses positions initiales et refusant de prendre en compte jusqu'à hier la moindre revendication des salariés ou proposition des syndicats.

**LA PREMIERE REPONSE DES SALARIES AU NIVEAU DE L'UES A ETE LE PUISSANT MOUVEMENT DE GREVE ET DE DEBRAYAGES DU 29 JUILLET.**

Malgré la période des congés d'été, les actions du 29 juillet ont mobilisé entre 40% à 80% des salariés en CDI et en CDD sur les 4 sociétés opérationnelles de Teleperformance France et ont aussi été l'occasion de demander, de vive voix, des comptes aux dirigeants de Teleperformance France et de France Telecom Orange

**CE N'ETAIT QU'UN DEBUT, LA LUTTE CONTINUE !**